



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° 2017 – 53**

*Séance du 15 juin 2017*

Président de séance : <b>MEISSONNIER Jean-Luc</b> Secrétaire de séance : <b>PERRIER Thierry</b>	Convocation : <b>08 juin 2017</b>
Nombre de membres en exercice : <b>28</b>	Nombre de membres présents ou représentés : <b>25</b>

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – MONIN Séverine – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – KASZUBA Christophe – GAUTIER Sandrine – CONTENSEAU Carole – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – CORDEAU Damien – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – JODAR Mélissa - MARTINEZ Mickaël – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – ARMAND Aurélie – RAMORA Anna (arrivée au point N° 5)

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc - MAZOLLIER Elisabeth pour BASSO Béatrice - DUCAMP Ludovic pour RODENAS François - RIBEIRO David pour PERRIER Thierry - FOUREL Sylvain pour RAMORA Anna

**Absents :** SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 53 : CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE A LA MISE EN  
PLACE D'UN SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE SUR LA  
COMMUNE**

Monsieur François RODENAS, Conseiller Municipal rapporte que dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9, la Ville de Baillargues et la Société Autoroutes du Sud de la France ont pour intention de conclure une convention ayant pour objet la participation financière d'ASF à la mise en place d'un système de vidéosurveillance par la Ville.

En effet, la Ville de Baillargues souhaite poursuivre sa démarche de sécurisation de l'espace public. La vidéoprotection qui va être étendue sur le secteur Nord-Ouest de la Ville notamment vers la route de Castries, présente un intérêt pour ASF.

En effet, dans le cadre de la surveillance de ce secteur du domaine public, le passage supérieur (PS 890) situé sur la route de Castries et relevant du domaine public autoroutier concédé à ASF est concerné.

Ce système de vidéosurveillance pourrait donc également permettre la protection des ouvrages d'ASF.

Dès lors cet accord serait traduit par les engagements suivants.

D'une part, la Commune s'engage à transmettre à ASF toute information en cas de dégradation de son ouvrage. Elle assure la mise en place des systèmes de vidéosurveillance et de lecture de plaques minéralogiques dont elle assume seule la responsabilité, l'entretien et la maintenance.

Elle s'engage à installer ces dispositifs en 2017.

D'autre part, ASF s'engage à financer 44 221,20 euros Toutes Taxes Comprises de l'opération, versés dans les 60 jours à compter du fonctionnement du système. Des pénalités sont prévues en cas d'absence de versement.

Le contrat prend fin soit à la suite de la dépose définitive du système de vidéosurveillance, soit lors de l'expiration du contrat de concession entre l'Etat et ASF.

Le projet de convention a été annexé à la note de synthèse.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de cette convention,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les actes afférents à ce dossier.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur François RODENAS et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** le principe de cette convention et **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer ainsi que tous les actes afférents à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme, le 19 juin 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER